Moi, Premier ministre, je tuerais un tiers des Portugais

10/10/2012 à 8h00

Dans une chronique féroce, un journaliste portugais se met dans la tête du Premier ministre Passos Coelho, toujours plus libéral. Un réquisitoire cinglant, alors que le gouvernement vient d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité et que les Portugais sont dans la rue.

"Un tiers [de la population] doit mourir. Ce n'est pas que nous ayons quelque plaisir à les tuer, mais à vrai dire il n'y a pas d'alternative. Si on n'en finit pas avec eux, ils finissent par nous entraîner avec eux vers le fond. Et de fait, on ne va pas les tuer vraiment, c'est-à-dire tuer comme le faisait les nazis. Si on voulait vraiment les tuer on entendrait une clameur, dieu m'en garde ! Il y a des gens trop sentimentaux, qui ne comprennent pas que les décisions dures doivent être prises, quelqu'en soit le prix et que, si on se débarasse d'un tiers, les autres vivront mieux. C'est pour cela que nous n'allons pas les tuer. C'est eux qui vont mourir. Il suffit que la mortalité augmente un peu plus que dans les autres groupes. Et les statistiques le montrent déjà.

Mota Soares [l'actuel ministre de la Solidarité et de la Sécurité sociale] fait bien son travail. Les types de la santé publique disent bien tout le temps que la pauvreté est la chose qui fait le plus de mal à la santé ? Tout joue en notre faveur. La tendance le montre déjà et ce qui compte, c'est la tendance. Comme ils sont plus souvent malades, il suffit de rendre toujours plus difficile l'accès aux soins. La nature fait le reste. Paulo Macedo [le ministre de la Santé] fait lui

aussi ce qu'il peut. Ce n'est pas un génocide, c'est de la statistique. On y parviendra un jour, ce qui compte c'est que nous sommes sur le bon chemin. Il n'y a pas d'argent pour soigner tout le monde et il faut faire des choix. Et les choix impliquent toujours des sacrifices. On ne peut sauver pas tout le monde et on doit sauver ceux qui sont le plus utile à la société, ceux qui produisent de la richesse. Il ne peut y avoir des types qui n'ont que des droits et ne contribuent en rien, sans aucun devoir.

> ***Ces conneries de démocratie, d'éducation et de santé pour tous ont été inventés quand la société avait besoin de millions de pauvres pour répandre du fumier ou des choses du genre. Maintenant, on n'en a plus besoin et il y a des crétins qui n'ont pas encore compris que, pour que nous vivions bien, il faut élaguer ces sous-hommes.***

Qu'un tiers doive rendre l'âme est une évidence. Mais il faut que cela soit le bon tiers, celui qui dilapide nos ressources et n'apporte rien. Il faut de l'équité. S'ils dépensent et ne contribuent pas, je suis désolé mais… Les ressources sont rares. L'autre jour encore, les journaux disaient que l'on avait un million d'analphabètes. En quoi peuvent-ils nous servir pour la société de la connaissance ? Ils vont uniquement grossir la masse des parasites, qui vivent sur le dos des autres. Donc, le bon tiers ce sont: les analphabètes, les chômeurs de longue durée, les malades chroniques, les retraités pauvres (on va pas mettre tous les vieux parce que nous ne sommes pas des animaux et il faut penser à nos parents et grands-parents), les SDF, les mendiants et les gitans, bien entendu. Et les handicapés. Pas tous. Mais s'ils n'ont pas une famille qui peut supporter le coût de l'assistance qu'on leur porte, on ne pourra pas laisser ce fardeau à la société. Ce ne serait pas juste. Et nous devons promouvoir la justice sociale.

Le deuxième tiers doit avoir un maître. C'est ennuyeux d'avoir encore besoin de quelques ouvriers, mais qu'ils puissent penser qu'ils commandent dans notre pays parce qu'ils votent ce n'est plus possible. Pour commencer, le pays n'est pas compétitif avec les gens qui vivent décemment. Je ne dis pas qu'il faille revenir à l'esclavage, mais à vrai dire les sociétés ont beaucoup évolué grâce à lui. Cela libère des ressources pour faire des investissements et de l'innovation afin de garantir le progrès et cela permet l'oisiveté des classes aisées, qui en ont bien besoin. L'ennui, c'est qu'on ne peut pas éliminer les ouvriers comme les sous-hommes car on a besoin de ces types pour faire des choses emmerdantes et, en plus (pour l'instant), ils votent – bien que la majorité ne vote pas ou vote pour nous. Ce qu'il faut c'est en finir avec ces droits garantis qui font qu'ils travaillent le minimum et vivent à l'ombre des cocotiers. Ils doivent être ce que les communistes disent qu'ils sont : des prolétaires. Il faut en finir avec le droit du travail, la stabilité de l'emploi, leur réduire le niveau de vie de façon à ce qu'ils comprennent qui commande. Ils doivent toujours être morts de peur : peur de perdre leur travail et de devenir des sous-hommes, de mourir de faim au milieu de la rue. Et il faut les gaver de football, de telenovelas et de téléréalité pour les anesthésier et pour qu'ils pensent que leurs enfants vont devenir des stars du hip-hop ou quelque chose du style.

Le dernier tiers, ce sont des professionnels et des techniciens, qui produisent des services essentiels, tels les médecins et les ingénieurs. On les a déjà convaincus que lutter contre les inégalités n'est pas supportable, que pour qu'ils puissent vivre confortablement, il n'y a pas d'autres choix que de liquider les gitans et les chômeurs et en finir avec le RMI et que pour payer leurs soins, on ne peut payer ceux des pauvres.

Avec un tiers de la population exterminée, un tiers anesthésiée et un tiers achetée, le pays peut redevenir stable

et viable. La vérité, c’est que l’empreinte écologique de la société actuelle n’est pas supportable. Et si on n’agissait pas de la sorte, on ne pourrait pas garantir le niveau de luxe toujours plus élevé de la classe dirigeante, que j’espère atteindre un jour. Je ne vais pas rester à Massamá [quartier en banlieue de Lisbonne où il réside] toute ma vie”.

Courrier International